

BOUIRA

Le Calpi examiné au niveau de l'APW

La nouvelle Assemblée populaire de wilaya a débuté son mandat par une session organisée spécialement pour la présentation des bilans 2007 de chaque secteur.

Cette ingénieuse idée a permis, durant les journées de dimanche et lundi, aux directeurs de l'exécutif de présenter, chacun en ce qui le concerne, son secteur, les réalisations de l'année 2007 et les projections pour l'année en cours.

Cependant, si l'objectif de cette session était de permettre aux nouveaux élus de la wilaya d'avoir une idée générale de chaque secteur, le P/APW et les autres membres ont organisé des sorties sur le terrain pour collecter auprès des 45 communes l'ensemble des préoccupations. Cette façon de faire a permis d'ailleurs aux élus de l'APW de comparer les résultats présentés par les directeurs, lesquels, il faut le dire, ont fait tout pour présenter leur secteur sous le meilleur angle ; et de relever certaines anomalies et autres insuffisances après la lecture des rapports. Cela étant, si la majorité des directeurs avait essayé de présenter le bilan avec le maximum de données, le cabinet du wali a fait dans le bâclage concernant le volet relatif aux investissements.

Le document remis aux membres de l'APW était de la pure littérature et ce n'est qu'à la lecture

du rapport par le représentant du wali que l'on a appris quelques données chiffrées. Ainsi, à la lecture de ce rapport non disponible chez les élus, du moins différent de celui que nous avons pu récupérer auprès d'un élu — les représentants de la presse n'y ont pas eu droit —, l'on a appris que depuis 1994, date de la création du Calpi (Comité d'assistance et de localisation des projets d'investissement), plus de 1 439 dossiers y ont été déposés. Sur ce chiffre, quelque 775 dossiers ont été étudiés dont 502 annulés pour diverses raisons dont la mauvaise intention de l'investisseur concernant la spéculation sur le foncier au lieu de l'investissement n'est pas des moindres. Sur les 273 dossiers acceptés, 77 ont été réalisés, 90 sont en cours et 106 non encore lancés. L'ensemble de ces projets, apprend-on toujours à l'orée de la lecture de ce rapport, a coûté 104 milliards de dinars et créé 6 170 emplois.

Pour l'année 2007, il était question de l'étude de 62 projets, dont 49 furent acceptés, 8 ont été ajournés et 5 refusés. Ces projets devaient créer 3 534 emplois. Après la lecture de ce rapport, dans lequel il est dit que présentement

et en dehors de la zone industrielle de Sidi Khaled, située à 10 km au sud de Bouira, il existe, sur les 10 zones d'activité de la wilaya, 3 seulement où les lots sont disponibles pour d'éventuels investissements et qui sont basés à Lakhdaria, Sour-El-Ghozlane et Dirah. Un élu FFS s'est offusqué de ce que les rédacteurs du rapport aient parlé de la lutte contre le régionalisme et qu'ils aient programmé trois daïras en ignorant la quasi-totalité de la région berbérophone. Le wali aura beau dire que c'est une erreur de littérature et qu'il voit d'un même œil les 45 communes, avec des efforts pour créer des zones d'activité un peu partout à travers la wilaya, il n'en demeure pas moins que plus tard, le secrétaire générale, répondant à cette question, a carrément dit que tant que des zones d'activité existent, les investisseurs doivent y être orientés et qu'il est hors de question d'en créer d'autres. En outre, il dira également que pour la région de M'chedallah qui est à vocation agricole, il n'y a pas de raison de créer de l'industrie. Le secrétaire général oublie que dans chaque région, la création d'usines et de l'industrie profite en premier lieu aux enfants de la région et que si la wilaya a vécu le cauchemar en payant un lourd tribut en 2001 avec 5 martyrs et une vingtaine de blessés, c'était juste-

ment à cause de ces injustices criantes. Mais là, c'est une autre histoire, puisque ni le secrétaire général ni le wali n'étaient présents pendant ces moments pour comprendre le cri de détresse de ces dizaines de milliers d'enfants des régions de Haizer, Bechloul et M'chedallah. Ils n'étaient pas là pour comprendre qu'un investissement comme celui proposé par Rebrab à M'chedallah est une aubaine pour la région et qu'il fallait lui dérouler le tapis rouge pour avoir voulu investir un projet créateur de milliers d'emplois au lieu de le vouer aux gémonies et écouter les « dinosaures ». En parlant des investissements, le rapport qui parle de projets agréés ne dit pas pourquoi l'usine Samsung que Rebrab avait projeté de réaliser à Sidi Khaled s'est-elle évaporée ? Pourquoi un géant de l'industrie comme Rebrab s'est retrouvé à errer de bureau en bureau pendant plusieurs semaines jusqu'au désespoir avant de renoncer au projet ? Le wali et ses cadres ne nous disent pas pourquoi la wilaya a-t-elle pu proposer un terrain de 500 hectares pour la raffinerie entre Ath-Mansour et Ahnif alors qu'elle est incapable de proposer ce terrain pour abriter une zone industrielle régionale située, rappelons-le, à deux doigts de l'autoroute Est-Ouest et avec le

futur carrefour avec l'autoroute vers Béjaïa. Enfin, les responsables de la wilaya ne disent pas s'ils sont capables d'imposer de la main-d'œuvre issue des autres régions pour des projets implantés à Sour-El-Ghozlane ou à Lakhdaria. Au fait, ils ne disent pas non plus combien de travailleurs venus des autres communes de la wilaya travaillent au niveau de la cimetière et de l'Enad de Sour-El-Ghozlane et combien d'autres à l'Enap et l'Enad de Lakhdaria.

Cela étant, notons que, heureusement d'ailleurs, tant le P/APW que les élus sont tous d'accord pour l'organisation de journées d'étude autour de l'investissement en présence des investisseurs.

Une occasion peut-être pour inviter également les investisseurs qui avaient manifesté un intérêt pour la wilaya de Bouira avant de partir vers d'autres régions. Il serait très intéressant de les écouter et de savoir les véritables raisons de leur départ. Ce ne sont pas les atouts de développement qui manquent dans la wilaya de Bouira, mais un encouragement des investisseurs. Un des élus a raison de dire qu'il nous faudra une petite virée dans une wilaya quelconque où l'essor de développement est réel, pour voir où est le secret de la réussite et de l'attrait des investisseurs. Y. Y.

MASCARA

Journées de formation pour les P/APC

Les 47 présidents d'APC de la wilaya de Mascara ont été réunis jeudi dernier au Palais des congrès, à l'instar des 16 chefs de daïra et autres directeurs d'exécutif dont les secteurs sont concernés par les différents projets de développement. Il s'agissait, lors de cette rencontre qui s'est prolongée jusqu'à aujourd'hui, d'informer les maires à la gestion des affaires communales, car parfois la méconnaissance des textes engendre des dépassements.

Des communications auront lieu et porteront sur le budget communal, le développement local et les marchés publics. Dans son intervention d'ouverture, le wali de Mascara exhortera les élus à l'application et au respect des lois comme il exigera de la rigueur dans le suivi des différents projets engagés.

Il s'agit de travailler dans la transparence et d'informer les citoyens de ce qui doit être réalisé dans leur commune. Tout ceci, aura-t-il poursuivi, doit permettre de rétablir la confiance entre les pouvoirs publics et les citoyens.

SIG

1 mort et 5 blessés dans un accident de la circulation

Un accident de la circulation a eu lieu hier vers 02h30 du matin à l'entrée de la ville de Sig. L'on a dénombré 1 mort et 5 blessés dont 1 dans un état grave. Un bus de marque Hyundai à bord duquel se trouvaient douze personnes s'est renversé. Il venait de Batna et se dirigeait vers Oran.

M. Meddeber

KHENCHELA

Les adjoints de l'éducation créent leur coordination

Les adjoints de l'éducation, dépendant du secteur de l'éducation, viennent, lors d'une rencontre tenue lundi dernier à Khenchela, de créer une coordination wilayale sous la bannière du syndicat du secteur : l'Unep.

La marginalisation à laquelle est confronté ce corps de métier a été au centre des débats. Ainsi, les adjoints rejettent dans le fond et la forme les propositions contenues dans la plate-forme du projet du secteur notamment en matière de détermination des fonctions, conditions de recrutement et de qualification.

Ils appellent enfin à la révision de la classification des adjoints de l'éducation, leur participation à l'élaboration du projet et enfin le bénéfice de formation et la prise en considération dans le nouveau statut de la Fonction publique : les possibilités de promotion, d'avancement aux rangs de conseillers à l'éducation et aussi à la fonction DEM directeur de l'enseignement moyen.

S. Azzeddine

GUELMA

Une cité au milieu d'une décharge publique

Sur les hauteurs de la ville de Guelma se situent les quartiers de la cité Ain-Defla A, B et C et DNC où « vivent » plus de 20 000 âmes. La cité DNC, isolée, plus haut que la cité Ain-Defla, est engluée dans une décharge publique où sont entassés des milliers de tonnes de détritus et d'ordures ménagères. Les habitants de la cité DNC dont le nombre avoisine les 400 âmes comme d'autres cités des hauteurs de la ville de Guelma (cité Ain Defla A, B et C, Benchehrib, M'rabet-Messaoud) endurent le calvaire ; leur santé est menacée quotidiennement par les émanations nauséabondes et les fumées provenant de la décharge publique qui se trouve dans l'enceinte même de la cité et qui est devenue le fief des chiens errants, des animaux sauvages et autres bêtes venimeuses.

En cette période hivernale, la situation est insupportable, mais malgré le froid et la pluie, l'odeur persiste. Face au silence des nombreux élus, dont certains ont rendu visite aux habitants de la cité avant les élections et qui leur ont pourtant promis d'améliorer leur cadre de vie, rien n'a changé.

B. A.

BILAN DE LA GENDARMERIE DE BATNA

Moins d'accidents mais plus de morts

Comme chaque année, le groupement de la Gendarmerie nationale de Batna dresse le bilan de ses activités avec des chiffres et une analyse, et surtout la stratégie mise en place pour sécuriser les citoyens et dissuader les malfaiteurs.

Même si tous les indicateurs sont à la baisse, il reste néanmoins beaucoup à faire en matière de violence prémeditée, du vol suivi d'agression et d'accidents routiers dont le nombre est en régression bien que celui des morts est supérieur à l'année 2006 comme d'ailleurs le nombre de blessés. La wilaya de Batna, dont la superficie est de 12 038,76 km² pour 1 162 856 habitants, est couverte par la gendarmerie à 83,60% avec 8 compagnies et 51 brigades en attendant la couverture des 61 communes. En matière de police routière, la Gendarmerie nationale a mené

pas moins de 22 064 opérations, soit près de 60 par jour, enregistrant 898 accidents, contre 914 pour l'année 2006, commis par 1 304 véhicules contre 1 411 pour 2006. Malheureusement, le nombre de décès a encore été plus élevé (205) et de blessés aussi 1 598. La RN3 reste la plus meurtrière avec 192 décès, suivie de la RN88 avec 180 décès. Comme toujours, l'excès de vitesse, les manœuvres dangereuses, l'imprudence des piétons, le mauvais état des chaussées, les défauts mécaniques... en sont les principales causes. Aussi, les gendarmes ont

constaté 8 973 infractions dont 1 050 par radar, notifiant 29 274 amendes forfaitaires et procédant à 3 232 retraits de permis.

De son côté, la police judiciaire a effectué 19 268 enquêtes avec 122 crimes contre personnes et biens et 1 377 délits mettant en cause 2 153 personnes présentées aux parquets. A Batna, 2007 a été l'année des attroupements dont les causes sont liées à la malvue, à la paupérisation galopante, aux élections locales... Boumagueur, Aïn Touta et surtout Bouzina ont été le théâtre de troubles et de l'incendie du parc de la commune, de son siège et celui de la daïra de Bouzina. Par ailleurs, de nombreux délits contre l'ordre public, particulièrement en matière d'outrage à fonctionnaires dans l'exercice de ses fonctions (9 cas) association de

malfaiteurs (28 affaires), falsification de documents, trafic en tous genres (45 affaires) ont été enregistrés. Les coups et blessures occupent le haut du pavé avec 562 affaires, suivis de l'escroquerie, la destruction de biens d'autrui et autres recels totalisant 86 cas, sanctionnés par l'incarcération de 8 personnes.

En matière de crime organisé, avec 43 affaires, les services compétents de la gendarmerie ont saisi 11 kg de kif traité et 400 comprimés Rivotril et arrêté 63 personnes. La valeur de cette saisine est de l'ordre de 7 milliards de centimes.

Enfin, la police administrative a traité 683 affaires et mis sous contrôle judiciaire 764 personnes pour divers délits, constructions illicites, port d'armes blanches.

Houadef Mohammed

PROTECTION CIVILE DE RELIZANE

93 morts et 429 blessés en 2007

Les services de la Protection civile de la wilaya ont recensé 93 morts et 492 blessés parmi les victimes de la route durant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007.

Une période où il a été dénombré 357 accidents de la route. Les statistiques de la Protection civile font état de quelque

6 507 évacuations sanitaires durant la même période.

S'agissant des interventions sur les sites forestiers, la même source signale 25 foyers ayant ravagé quelque 46,5 ha d'espaces sylvestres.

Par ailleurs, 77 autres interventions ont concerné des incendies de récoltes agricoles, ayant entraîné la perte de 30 000 bottes de foin ainsi que 3,5 ha

d'orge, 3 000 autres bottes d'orge, 76 ha de blé, quatre quintaux de blé et 5 autres d'orge.

Pour les incendies déclarés en milieu urbain, 63 interventions ont été dénombrées, tandis que 419 autres incendies de différentes natures ont été signalés et circonscrits par les éléments de la protection civile.

A. Rahmane